

## Politique de rue et action de classe à Berlin avant la Première Guerre mondiale

In: Genèses, 12, 1993. pp. 47-68.

---

Citer ce document / Cite this document :

Lindenberger Thomas, Meur Diane. Politique de rue et action de classe à Berlin avant la Première Guerre mondiale. In: Genèses, 12, 1993. pp. 47-68.

doi : 10.3406/genes.1993.1182

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1993\\_num\\_12\\_1\\_1182](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_12_1_1182)

---

---

POLITIQUE DE RUE  
ET ACTION DE CLASSE  
A BERLIN  
AVANT LA PREMIÈRE  
GUERRE MONDIALE

---

**La rue – l'ordre public – la politique**

Tout ce qui se produit en ville dans la rue concerne potentiellement le maintien de l'ordre public, intéresse de près ou de loin la police. Et pourtant, l'histoire de l'ordre public est une chose, celle de la rue comme espace social, où entrent également en ligne de compte la vie quotidienne, l'économie et la politique, en est une autre. L'ordre public, comme on sait, a toujours été un mode de comportement collectif dans les espaces publics, codifié par des lois et des décrets ; il est une norme, définie avant tout par les maximes de la sécurité (celle des individus, de la propriété, de la circulation) et de l'ordre (celui de l'État, de son monopole de la force). Cela ne vaut cependant pas seulement pour la rue, mais aussi pour d'autres domaines publics. Inversement, tout ce qui se produit dans la rue n'est pas nécessairement conforme à l'ordre – c'est plutôt le contraire. A la *norme* de l'ordre public s'oppose, en un défi permanent, la *réalité* du dés-ordre public. « La rue sert uniquement à circuler », proclamait en février 1910 le préfet de Police de Berlin<sup>1</sup>. Enjeu de luttes, l'utilisation de la rue par les manifestations sociales-démocrates, que visait ce règlement, ou par les parades militaro-monarchistes, dont la police s'appliquait à assurer le déroulement sans heurts, n'était pas seule à démentir ce décret : la rue n'a jamais été uniquement un lieu de circulation (même aujourd'hui), mais aussi un lieu de travail, de flânerie, de plaisir, de disputes. La rue était, et reste, un espace d'aperception échappant plus ou moins

*Thomas Lindenberger*

1. Cité d'après : Ludwig-Uhland-Institut für Empirische Kulturwissenschaft der Universität Tübingen (éd.), *Als die Deutschen demonstrieren lernten. Das Kulturmuster « friedlicher Straßen demonstrationen » im preußischen Wahlrechtskampf 1908-1910*, volume publié à l'occasion de l'exposition au château de Tübingen, 24 janvier-9 mars 1986, sous la direction de Bernd Jürgen Warneken, Tübingen, 1986, p. 35.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

à la censure, une sorte de « mass-media », essentiellement vecteur d'expériences sociales fondées sur le mélange, le contact et la confrontation entre sphères qui, sans cela, ont des existences spatialement disjointes : elle met en présence les autorités et les gens du commun, mais aussi les pauvres et les riches, les hommes et les femmes, les vieux et les jeunes, les étrangers et les autochtones, les travailleurs et les oisifs, les sobres et les buveurs, les sédentaires et les sans-logis, les gens de « bonne » et de « mauvaise » conduite... Devant cette diversité des utilisations de la rue, il paraît bien abstrait d'en rester à la tautologie selon laquelle l'ordre public conditionne le bon fonctionnement des sociétés capitalistes urbaines. Le comportement des citoyens dans la rue ne peut se réduire à sa fonction reproductrice de structures préexistantes d'inégalité et de domination, ni être présenté à de simples fins d'illustration. Il s'agit aussi, comme le suggère Erving Goffman, de faire du « face à face interactif » qui a lieu dans cet espace public, « un objet d'étude à part entière »<sup>2</sup>. La rue n'est pas seulement un espace intermédiaire entre différentes sphères sociales, elle est le lieu même où s'élaborent certains rapports sociaux. La question est la suivante : quelles sont les conséquences des rencontres quotidiennes entre « public » et forces de l'ordre, pour les gens de la couche inférieure principalement, pour la police, pour le rapport de l'État à ses « sujets », et inversement ? Qu'est-ce qui est en jeu, pour les uns et pour les autres, lorsque le dés-ordre plébéen affronte les interventions policières de remise au pas ? A quels antagonismes sociaux ces conflits se rattachent-ils ?

Pour étudier empiriquement cette problématique, j'ai pris pour terrain historique Berlin dans les quinze années qui précèdent la Première Guerre mondiale<sup>3</sup>. Une zone d'urbanisation forcenée, qui est à la fois la plus grande ville industrielle allemande, le siège de la direction de l'autorité étatique germano-prussienne ainsi que de sa grande adversaire, la sociale-démocratie. Cette « surdétermination » locale permettait une « lecture », un « déchiffrement » concentré des conflits dont la rue était aussi bien le théâtre que l'enjeu. Et comme je m'intéresse surtout à leur dimension politique, j'y ai accordé une place centrale à la question de l'antagonisme de classes qui traverse la société wilhelminienne. « *Class happens* » : cette formule d'Edward P. Thompson<sup>4</sup> sert de critère dans l'interprétation socio-historique des événements de la rue :

2. Erving Goffman, *Das Individuum im öffentlichen Ordnung. Mikrostudien zur öffentlichen Ordnung*, Francfort s/Main, 1982 (éd. anglaise : *Relations in Public*, New York, 1971), p. 9.

3. Thomas Lindenberger, *Straßenpolitik. Zur Sozialgeschichte der öffentlichen Ordnung in Berlin, 1900-1914*, thèse dactylographiée, Technische Universität Berlin, 1992.

4. Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, 1992, Pelican Books, p. 9.

une « classe » s'y est-elle « fait jour » ? La rue est-elle devenue le lieu où s'exprime la conscience de classe, et cela à un moment où le mouvement ouvrier en Allemagne, légaliste, éloigné de l'action de rue, se trouvait depuis des années dans une longue crise stratégique ?

Le concept de « politique de rue » (*Straßenpolitik*), que je propose, intègre les perspectives hétérogènes qui sont nécessaires pour analyser la fonction politique de l'espace public. Je distingue d'une manière générale une « politique de rue par en haut » et une « politique de rue par en bas » : « par en haut », elle désigne le maintien de l'ordre public dans l'espace « rue » par la police, qui d'une part s'appliquait, dans le cadre d'une société patriarcale, à plier les sujets aux normes bourgeoises de discipline et de morale, tout en obéissant d'autre part aux intérêts et aux décisions à court terme des gouvernants. « Par en bas », elle désigne les contre-stratégies déployées par les classes populaires pour repousser les incursions de l'autorité dans leur propre espace de vie ; elle désigne la défense populaire d'intérêts et de besoins collectifs. Elle repose sur le principe de l'*action directe* et en même temps recouvre la mise en évidence et l'expression de normes et d'auto-représentations qui sont celles des couches inférieures. Elle est donc aussi le domaine où celles-ci manifestent leur « quant-à-soi » (*Eigen-Sinn*) face à des instances qui les dominent. Phénomène double, produit d'une interaction du sommet *et* de la base, la « politique de rue » est née bien avant la période que j'étudie. Si elle prend alors une acuité particulière, c'est qu'elle s'intègre dans la problématique, déjà esquissée, de la constitution politique des classes à la fin de l'Empire : la « politique de rue » par en bas comme option stratégique du mouvement ouvrier portait en elle, *nolens volens*, la perspective d'un bouleversement révolutionnaire des rapports de domination. La « politique de rue » par en haut, pour combattre un péril révolutionnaire réel ou imaginaire, prévoyait comme solution extrême l'état de guerre intérieure.

Pour établir un corpus rassemblant le plus largement possible les événements quotidiens de la rue, je me suis livré à une lecture exhaustive du *Vossische Zeitung* du 1<sup>er</sup> janvier 1900 au 31 juillet 1914 – il s'agit d'une feuille locale, de tendance nettement libérale pour l'époque, « sérieuse », paraissant deux fois par jour. J'ai retenu chaque mention d'incidents sur la voie publique qui impliquaient, directement ou indirectement, une foule et des

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

agents de police. Quantitativement, il va de soi que le corpus ainsi constitué ne peut être considéré à lui seul comme représentatif de la totalité des événements qui se sont effectivement produits dans la rue. En revanche, qualitativement, il peut être tenu pour un document tout à fait fiable. Ces comptes rendus embrassent toute la diversité des incidents de rue telle qu'elle apparaît plus ou moins clairement dans le discours public de l'époque, avec une profusion de détails concrets sur les protagonistes, les causes, les mobiles et les circonstances annexes. Dans l'analyse de la vie quotidienne de la rue, en particulier, cela m'a permis de tracer tout un éventail d'actions et de comportements collectifs, que ne pouvaient révéler les témoignages officiels qui en restent, et encore bien moins les arides et abstraites statistiques criminelles.

A la fin de l'Empire on peut distinguer, dans les actions collectives de rue, trois domaines ayant trait au dés-ordre public : 1. au niveau quotidien, les conflits, liés au maintien de l'ordre, entre la police et un « public » métropolitain où prédominent les classes inférieures. Ces divers incidents qui, pris en eux-mêmes, sont le plus souvent « apolitiques », seront rassemblés sous la rubrique « *guérilla* entre la police et le public ». 2. les conflits, parfois très violents, autour du déroulement des grèves, qui opposaient d'un côté les grévistes et le public ouvrier solidaire, de l'autre, les briseurs de grève et la police qui les soutenait. Les contemporains parlent à ce propos d'« *excès grévistes* ». 3. l'utilisation de la rue par les *manifestations* politiques.

Je vais illustrer chacun de ces domaines par quelques incidents de rue caractéristiques. Je me pencherai en particulier sur la « haute conjoncture » que constituent en matière de « politique de rue » les années 1908-1910, correspondant à la première phase d'une longue crise politique de l'Empire qui ne s'est provisoirement résolue qu'au début de la Première Guerre mondiale<sup>5</sup>. Je m'attacherai surtout à dégager les interactions et connexions entre ces trois domaines de la « politique de rue ». A première vue ils n'ont pas grand'chose à voir entre eux : le noctambule en état d'ivresse, les jeunes qui « font les fous », l'ouvrier en grève devant « son » usine et le manifestant social-démocrate, portant chapeau, cravate et costume du dimanche, accompagné de sa femme et de ses enfants, n'ont *d'abord* en commun que ceux qui leur font face – c'est-à-dire les agents de police prussiens. Pourtant ce n'est pas là tout ce qui les réunit, comme le révèle l'étude de la « politique de rue ».

5. Voir Thomas Nipperdey, *Deutsche Geschichte 1866-1918*, vol. 2 : *Machtstaat vor der Demokratie*, Munich, Beck, 1992, pp. 729-757.

## Juillet 1906 : deux actions de rue contre la police

Commençons par les *actions collectives contre la police*, qui caractérisent à l'époque la guérilla quotidienne entre police et public. En juillet 1906, le *Vossische Zeitung* publiait le compte rendu suivant :

« Dans la nuit de samedi à dimanche, il s'est formé dans la Reichenberger Straße un attroupement d'une certaine ampleur. L'agent Reichenbach, qui sommait la foule de se disperser, a été invectivé par l'ouvrier Karl Schade, du 149 de la Reichenberger Straße, qu'il s'est vu obligé de conduire au poste. En chemin, l'ouvrier Wilhelm Rau, de Köpenick, et l'ouvrier Paul Haase, de Niederschöneweide, ont tenté de libérer leur camarade par la force. N'ayant pas réussi, Haase, au Kottbusser Damm, a monté la foule contre l'agent en s'exclamant : « On n'est tout de même pas à Breslau, où on se fait couper la main », ajoutant que « le bleu » devait relâcher Schade. A ce signal, la foule s'est mise à lancer des pierres sur l'agent. Alors, comme ce dernier tirait deux coups en l'air, Haase s'est jeté sur lui ; mais il a aussitôt essuyé un coup de feu qui l'a blessé au cou et lui a traversé une oreille. Sur ces entrefaites d'autres agents, alertés par les coups de feu, étaient arrivés en renfort, et ont alors conduit les rebelles au poste. Haase, qui sera inculpé d'insoumission et de tentative de libération de prisonnier, a été mis en détention préventive, une fois sa blessure pansée »<sup>6</sup>.

Ce récit met d'emblée en lumière certaines caractéristiques externes qui sont typiques des conflits quotidiens entre le public de la rue et la police : cela se passe un samedi soir dans un quartier modeste et ouvrier, c'est-à-dire à un moment de loisir total. A cela s'ajoute la saison : c'est en plein été, ce qui incite à flâner librement dans la rue. Dans ces conditions optimales<sup>7</sup>, une cause, qui n'est pas autrement spécifiée, provoque un attroupement de rue. Or, aux termes traditionnels de l'ordre public, l'attroupement est interdit, parce qu'il gêne la circulation sur la chaussée et sur les trottoirs et que – estime-t-on à l'époque – il met tout simplement en danger l'ordre et la sécurité<sup>8</sup>.

La sommation que l'agent adresse à la foule n'est pas acceptée. L'agent est au contraire invectivé par l'un des interpellés, et ce dernier est « appréhendé », c'est-à-dire qu'on l'emmène au poste pour relever son identité. C'est alors qu'interviennent isolément certains éléments du public, jusque-là passif ; ils tentent, en entraînant la foule à leur suite, de libérer le prisonnier. Ils justifient leur intervention en mettant en doute la légitimité du geste de l'agent : en mentionnant le précédent de Breslau, sur lequel nous reviendrons, ils le dénoncent indirectement comme un acte arbitraire, que l'on ne tolère pas « ici », dans les rues de Berlin. La foule se rallie à cette interprétation en lançant

6. *Vossische Zeitung* du 16/07/1906, n° 327, suppl. 2.

7. Pour plus de détails, voir mon analyse de l'échantillon « guérilla » dans Thomas Lindenberger, « Collective violence in the streets : an interactionist analysis of public disorder in urban contexts. Berlin 1900-1914 », *Bulletin of the International Association for the History of Crime and Criminal Justice*, à paraître à l'automne 1993.

8. Voir le § 101 du règlement municipal de Berlin de 1899, *Sammlung der Polizei-Verordnungen und polizeilichen Bekanntmachungen für Berlin*, cinquième éd., 3 vol., Berlin, 1910, t. I, p. 160.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

des pierres sur le policier. Seule l'arrivée de renforts permet de rétablir la prépotence policière et d'isoler de la foule l'homme appréhendé. Ainsi se conclut l'affrontement de rue, et commence la phase bureaucratique de la poursuite pénale – déposition, procédure judiciaire, détention de quelques semaines. En ce qui concerne le comportement des participants, il s'agit ici d'un incident quotidien, qui se déroule tout à fait conformément aux « règles de la foule »<sup>9</sup> alors en vigueur dans le Berlin wilhelminien.

La même nuit – les comptes rendus de la presse ne nous permettent malheureusement pas de savoir si c'était plus tôt ou plus tard – éclata, quelques kilomètres plus à l'Est, sur l'autre rive de la Sprée, une véritable bataille de rue avec la police. Cette fois, ce n'était pas une arrestation pour un motif insignifiant, mais l'incendie d'un bâtiment industriel de plusieurs étages, qui donna au public l'occasion de manifester son hostilité à la police. Comme on voyait de loin brûler les combles, des milliers de curieux affluèrent sur le lieu du sinistre, qui n'était jusque-là gardé que par six agents, et remplirent la cour même de l'immeuble, ainsi que les rues avoisinantes.

« Les pompiers ont été accueillis par de véritables hurlements d'Apaches [...] On leur arrachait les brandons enflammés pour s'en servir contre les agents, on piétinait les tuyaux à incendie, et des agents isolés se sont fait déchirer leur uniforme »<sup>10</sup>.

En même temps on excitait à coups d'objets pointus les chevaux de la police montée<sup>11</sup>. En représailles, la police lança une charge de cavalerie au sabre nu, et le tumulte se généralisa :

« Quelques éléments raisonnables dans le public, qui appelaient au calme, ont été rossés. On lançait par les fenêtres des briquettes de charbon, des bouteilles de bière et d'eau minérale. [...] Ce n'est qu'à trois heures du matin que le calme est revenu. Jusque-là la police n'a pas cessé de se colleter avec la populace, probablement échauffée par une station prolongée dans les bistrots, qui généralement font leurs meilleures recettes le samedi soir »<sup>12</sup>.

La cible centrale des attaques contre la police était l'officier qui dirigeait l'opération. Pendant l'évacuation de la Strausberger Platz,

« il a essuyé des jets de pierres, dont l'une l'a atteint à l'épaule et lui a arraché une épaulette. Au même moment il a été assailli par une bande de jeunes qui arrivaient droit sur lui, aussi a-t-il dû d'un coup de sabre mettre hors de combat le premier d'entre eux, identifié comme étant le boucher Schumann, qui s'apprêtait à lui lancer un pavé. A ce moment-là il a reçu en plein visage une poignée de sable ou de gravier, qui l'a aveuglé »<sup>13</sup>.

9. Voir Arlette Farge, Jacques Revel, *Logiques de la foule*, Paris, le Seuil, 1988.

10. *Vossische Zeitung* du 16/07/1906, n° 327.

11. *Vossische Zeitung* du 20/07/1906, n° 334, suppl. 1.

12. *Vossische Zeitung* du 16/07/1906, n° 327.

13. *Vossische Zeitung* du 20/07/1906, n° 334, suppl. 1.

A la nouvelle de ce corps à corps, les émeutiers lancèrent de concert un unique slogan :

« Aussitôt le bruit a couru que la police avait coupé le bras à quelqu'un, et plusieurs fauteurs de trouble ont aussitôt hurlé : "Vengeons Biewald !" »

L'assaut fut donné au convoi qui transportait l'homme, grièvement blessé, au poste de secours, et seule l'arrivée de renforts permit à la police de mettre fin au tumulte. Quatorze des 50 personnes arrêtées passèrent plus tard en jugement pour sédition, insoumission, etc.<sup>14</sup>

Il est rare que le tumulte naisse d'une intervention des pompiers – pour la période 1900-1914 je n'ai relevé que quatre cas semblables, dont celui-ci était de loin le plus spectaculaire. Ce qui les rattache cependant aux 156 autres cas d'actions contre la police de mon échantillon « guérilla », dont le point de départ était généralement une intervention policière pour ébriété, pour scandale ou pour rixe, c'est qu'ils montrent l'hostilité à la police qui régnait habituellement dans les couches populaires berlinoises : dans les quartiers habités par les ouvriers, l'agent de police était avant tout perçu comme un intrus dans leur propre territoire, dont la rue, en tant qu'espace de vie quotidien, faisait naturellement partie ; il était perçu comme l'instrument de la société bourgeoise dans ses tentatives de contrôle et de mise au pas, qu'il s'agissait de refouler – du moins dans certains cas. Cela se faisait souvent par une simple réprobation publique, mais aussi au besoin par des actions directes : libération de prisonniers, menaces et utilisation de la force par des individus, par une bande de jeunes gens, ou même par une foule importante. Ce sont là des procédés dont on usait également contre d'autres perturbateurs du consensus local, surtout dans le cadre de la vie de quartier ouvrière : corrections administrées à ceux qui, dans une rixe, avaient fait preuve d'une violence exagérée, chasse au coupable lancée contre les cambrioleurs et les « vicieux » pris en flagrant délit, et surtout actions contre des cabaretiers, des propriétaires intraitables, des commerçants usuriers et des patrons qui maltraièrent leurs bonnes. Ces actions avaient pour fondement une conception bien spécifique (*eigen-sinnig*) de l'ordre, qui entraînait ici en conflit avec celle des autorités : perturbé de l'extérieur par un intrus ou, de l'intérieur, par un contrevenant aux normes, le consensus local sur la conduite à tenir – « On n'est pas à Breslau, ici », ou « Ici on n'arrête pas les gens » – devait être rétabli. Il fallait que cela se fasse immédiatement et de façon visible, et non dans des procédures judiciaires complexes et

14. *Berliner Lokal-Anzeiger* du 24/04/1907, n° 205, et du 26/04/1907, n° 29, suppl. 2. Le *Vorwärts* du 26/04/1907, n° 97, suppl. 3, publia également ce reportage judiciaire, en coupant toutefois, de manière révélatrice, la phrase où apparaît le slogan « Vengeons Biewald ! ».



## DOSSIER

### *Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

abstraites. « Il y a de l'ordre dans ce désordre, un désir plus grand de justice, d'honneur ; et l'attroupement semble la mise en forme gestuelle de ce qui manque et de ce qui se doit conquérir »<sup>15</sup> – cette observation d'Arlette Farge à propos de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle s'applique aussi au Berlin prolétarien du début du XX<sup>e</sup> siècle.

A la différence des deux cas que nous venons d'évoquer, la grande majorité des actions de ce genre, dans la guérilla quotidienne entre la police et le public, restait parfaitement exempte de message politique *explicite*. Prises en elles-mêmes, elles ne font que s'inscrire dans la tradition, longue de plusieurs décennies, de l'antagonisme entre État (policier) et peuple (de la rue), qui accompagne la formation de tout État moderne. Pourtant, ce n'est absolument pas par hasard que ce week-end « chaud » survient en 1906 ; la « grande politique » n'y était pas pour rien.

Revenons sur la signification des slogans cités : à Breslau, trois mois auparavant, l'ouvrier Franz Biewald, au cours d'une brutale intervention policière contre des ouvriers *lock-outés*, s'était fait couper la main d'un coup de sabre<sup>16</sup> ; l'« histoire de la main coupée de Breslau » servait depuis de métaphore populaire, dans les milieux ouvriers, pour illustrer l'escalade de violence du régime policier prussien. Elle s'était intégrée dans le folklore du mouvement populaire : dans les fêtes d'été de la sociale-démocratie on montrait, à titre d'exemple, des reproductions de la main coupée dans de petites galeries d'horreurs policières, parmi divers objets.<sup>17</sup> Dans les milieux du parti on vendait également des cartes postales, illustrées d'une photo de la victime Franz Biewald – sans sa main – probablement pour réunir les fonds nécessaires à son procès en dommages et intérêts<sup>18</sup>.

Les allusions faites, la nuit de juillet 1906, à ce scandale policier, établissaient le lien entre le consensus local sur les limites des droits d'intervention de la police, et le discours social-démocrate sur l'État policier. Le fait que, dans notre premier exemple, le policier se soit vu aussitôt forcé de recourir à son arme la plus puissante, l'arme à feu, sans se servir du sabre – contrairement à ses collègues dans de telles situations ; l'empressement avec lequel la foule, lors de l'incendie, adopte le slogan « Vengeons Biewald » : tout cela montre bien combien les relations étaient tendues, cette année-là, entre la police et le public ouvrier en Allemagne. La sociale-démocratie se trouvait dans la première année de sa campagne pour le suffrage universel en Prusse ; en janvier il y avait eu à Hambourg et à Dresde de violentes batailles

15. Arlette Farge, *La vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1986, p. 295.

16. Voir le *Vorwärts* des 22 et 25/04/1906.

17. *Brandenburgisches Landeshauptarchiv* (Archives d'État du Brandebourg ; désormais reprises sous le sigle *BLHA*), Rep. 30 (préfet de Police de Berlin), tit. 94, n° 14147, feuillet 229.

18. *BLHA*, tit. 94, n° 13217, feuillet 45.

de rue, à la suite de meetings en faveur du droit de vote<sup>19</sup>. Au premier anniversaire de la révolution russe de 1905, le « dimanche rouge » du 21 janvier 1906, il y avait eu dans tout le Reich des milliers de réunions en salles, pour protester contre la réaction en Prusse et en Russie, et la police et l'armée avaient ce jour-là mis sur pied un déploiement de sécurité préventive qui égalait presque un état de siège et révélait un début de panique sociale dans les milieux gouvernants. D'autres journées traditionnellement célébrées par la sociale-démocratie, comme le 18 mars et le 1<sup>er</sup> mai, se déroulèrent cette année-là dans une atmosphère agitée.

Cette tension de la situation politique ne faisait pas pour autant d'une émeute de rue en juillet 1906 une révolte sociale-démocrate. L'implication de sociaux-démocrates organisés n'aurait certainement pas échappé à la police ni au ministère public. Si Theodor Liebknecht, frère aîné et associé de Karl Liebknecht, participa à la défense dans le procès des émeutiers de l'incendie dans la Krautstraße, cela montre plutôt la popularité en milieu ouvrier de son cabinet d'avocat, que la responsabilité de la sociale-démocratie dans l'émeute.

C'est en 1906 et en 1907 que l'on dénombre de loin le plus d'incidents dans l'échantillon « guérilla », avec respectivement 41 et 53 cas sur un total de 405. Les actions directes dans les quartiers ouvriers modernes et périphériques, tout particulièrement, se sont produites en majorité pendant ces deux années, abstraction faite de l'année 1912 qui correspond d'ailleurs aussi à un maximum de luttes ouvrières. En étudiant l'évolution des « excès grévistes », ainsi que les réactions de l'autorité publique, nous nous proposons maintenant de retracer les événements qui annoncent les années 1906-1907, tout en dégagant de ces exemples la manière dont la police perçoit les émeutes de rue.

## « Excès grévistes »

Depuis le tournant du siècle, la lutte contre les grèves grâce au maintien policier de l'ordre public, y compris et surtout *dans la rue*, relevait d'une stratégie systématique de la lutte de classe par en haut. Après l'échec, dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, de la répression par voie législative du syndicalisme et de la sociale-démocratie (loi contre les socialistes, interdiction des grèves), l'appareil d'État et le patronat, par la répression directe et la contre-organisation, tentèrent ensemble d'atteindre le

19. Voir l'article de Richard J. Evans, « Red Wednesday » in « Hamburg : Social Democrats, police and Lumpenproletariat in the suffrage disturbances of 17 January 1906 », *Social History* 4 (1979), p. 1-31, qui est l'une des rares études locales sur les rapports entre social-démocratie, « lumpenprolétariat » et ordre public sous l'Empire.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

mouvement ouvrier là où sa position de force était la mieux assise : sur le marché du travail. Il n'était pas à proprement parler interdit de faire grève, mais les actions qui s'y rattachaient – déploiement de piquets de grève, altercations avec les briseurs de grève – pouvaient cependant être systématiquement entravées par une interprétation pointilleuse et chicanière du droit pénal en général, mais aussi, en particulier, par la promulgation d'arrêtés préfectoraux<sup>20</sup>.

Les organisations ouvrières exigeaient naturellement de leurs membres un comportement discipliné, pour offrir le moins de prise à la police. Pendant les grèves dans les exploitations géantes de l'industrie métallurgique elles parvenaient, grâce à un service d'ordre qui s'intitulait d'ailleurs « police ouvrière », à éviter les incidents. Mais il en allait autrement pendant les grèves dans les nombreuses petites et moyennes entreprises : là, la confrontation avec la police, c'est-à-dire concrètement l'arrestation des piquets de grève sous prétexte d'entrave à la circulation, le dispendieux déploiement d'escortes policières pour les briseurs de grève, ainsi que l'intervention partielle en leur faveur lors d'altercations verbales ou physiques, étaient monnaie courante. La défense des briseurs de grève, qualifiés dans le discours officiel d'« éléments utiles » à l'État (*Staatserhaltend*) et de « bons citoyens », blessait le sens de l'honneur ouvrier à son endroit le plus sensible : l'acte le plus déshonorant dont un ouvrier puisse se rendre coupable aux yeux de ses collègues était explicitement placé par l'État sous la protection d'une institution vouée à l'intérêt de la communauté, tandis qu'on interdisait aux ouvriers de faire valoir par voie légale leur honneur corporatif – discrimination ostensible, qui s'aggravait du fait qu'on fermait généreusement les yeux sur les pratiques notoirement criminelles de briseurs de grève professionnels (utilisation d'armes à feu, provocations délibérées).

Dans la guerre entre la communauté ouvrière et l'État, allié du patronat, le front devenait bien sûr particulièrement visible lorsque les grévistes directement impliqués dans la lutte recevaient le soutien du public de la rue, ou de ceux qui habitaient dans le voisinage immédiat de l'usine en grève. Aussi les luttes ouvrières dans les compagnies de transports donnaient-elles inmanquablement lieu à de spectaculaires « excès grévistes ».

20. Sur ce sujet en général, voir Klaus Saul, *Staat, Industrie, Arbeiterbewegung im Kaiserreich. Zur Innen- und Gewerbepolitik des Wilhelminischen Deutschlands 1903-1914*, Düsseldorf, Bertelsmann, 1974. La rue comme lieu de grève est un thème jusqu'ici peu exploré dans la recherche historique allemande. Voir en revanche les travaux pionniers de Michelle Perrot.

Le 19 mai 1900 – pour prendre un exemple qui marque le début de la période étudiée – lorsque les employés de la Société générale des tramways berlinois cessèrent le travail pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail, les utilisateurs et utilisatrices prirent massivement parti en leur faveur. Sur tout le territoire urbain se produisirent des scènes mouvementées dès qu'arrivait un tramway conduit par un briseur de grève. On lançait des pierres sur les voitures, on les poussait hors des rails, on dételaient les chevaux des tramways hippomobiles, des cochers faisaient en sorte de bloquer les rails, etc. Le lendemain, un dimanche, l'action se déplaça vers le Rosenthaler Tor, un grand carrefour environné de « casernes de location », c'est-à-dire d'habitations ouvrières, au nord du centre-ville, où se trouvait le terminus d'une ligne de tramways. Il fut le théâtre d'émeutes dont le capitaine Haccius, qui commandait les forces de police, fit plus tard le compte rendu suivant :

« La populace s'est répandue [...] dans les entrées, les cours, les logements et les débits de boisson de la place du Rosenthaler Tor, où elle a été accueillie avec empressement et défendue contre la police et contre la Société des tramways, avec le soutien général des habitants. L'évacuation des cours et des entrées, tentée et même accomplie à diverses reprises, n'a pourtant eu qu'un succès limité [...]. Aussi les cours, les entrées et les bars ne cessaient-ils de se remplir d'individus qui, se faisant passer pour d'inoffensifs passants, se tenaient cachés et prêts à se livrer, au moment dit, à des actes de violence. Ce moment se présentait chaque fois qu'un tramway en marche rapide s'approchait de la place et devait s'arrêter quelques instants devant l'aiguillage. Aussitôt, surgissant de tous les immeubles de la place et des cinq rues qui y aboutissaient, des centaines d'individus se jetaient au pas de course, traversant les étroits cordons de police, lançant des pierres, des bâtons et des œufs, vers l'emplacement où la voiture faisait halte »<sup>21</sup>.

Cette narration comprend les éléments essentiels d'un « excès gréviste » dégénérant en émeute de quartier : offensive violente contre les briseurs de grève protégés par la police et contre leurs véhicules, va-et-vient entre le repli dans les immeubles avoisinants et la reprise de l'offensive. Mais la riposte policière fut elle aussi tout à fait représentative : après plusieurs évacuations de la place à grands coups de sabre, arme alors en usage chez les policiers, le calme fut rétabli. On compta de nombreux blessés, dont certains l'étaient grièvement. La rudesse de cette intervention, qui n'avait même pas épargné des gens

21. *Geheimes Staatsarchiv Merseburg* (Archives d'État secrètes de Merseburg, désormais reprises sous le sigle *GStAM*), 2. 5. 1. (ministère prussien de la Justice), n° 10125, feuillets 59-61.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

parfaitement étrangers à l'affaire, fut justifiée, dans le rapport déjà cité, d'une manière qui en dit long sur la conception qu'avait de son rôle la police de l'époque :

« Dans la presse et même dans les débats judiciaires, on nous a blâmés d'avoir frappé dans le dos des individus qui prenaient la fuite, prouvant ainsi qu'ils n'avaient pas la moindre intention de résister. Je puis affirmer par serment que la populace ne fuyait qu'aussi longtemps qu'elle recevait des coups ; elle faisait front et accourait à nouveau dès que les lames rentraient dans les fourreaux. [...] D'une manière générale je puis affirmer que, ce jour-là, nul n'a reçu de coups sans l'avoir mérité »<sup>22</sup>.

Faire la distinction entre les ouvriers qui organisaient l'émeute et ceux qui ne s'y trouvaient mêlés que par hasard, voilà qui n'entrait pas dans les vues d'un officier de police : un attroupement séditionnel de « mauvais » public ne pouvait être maîtrisé *que* par des coups. Les autorités avaient une perception homogène du bas de la société, celle d'une masse uniforme de populace, le « mauvais » public. Elles lui opposaient un « bon » public, c'est-à-dire le public (petit-)bourgeois que la police avait pour fonction de protéger – *leitmotiv* de l'ordre public, que l'on retrouve jusque dans des notes de service portant sur des points de détail.

Certes, les cas d'« excès grévistes » où des foules importantes se trouvaient, comme ici, directement impliquées, restaient l'exception, malgré leur caractère très spectaculaire et leur portée politique éventuelle. Généralement, seuls avaient recours à la force les ouvriers directement impliqués dans la lutte, et la police. Dans tous les « excès grévistes », la discrimination pour appartenance sociale dont étaient victimes les ouvriers, systématiquement privés de leurs droits individuels, indistinctement perçus comme la « populace » ou la « canaille », livrés sans protection à la violence des briseurs de grève et surtout à celle de la police, *renforçait* l'antagonisme traditionnel entre la couche inférieure et la police. Aussi, dès qu'une foule était impliquée dans le conflit, elle reproduisait des modes de comportement acquis au cours d'actions quotidiennes contre la police : forme d'action directe dont la mise en scène rappelait celle de la culture populaire de rue. La bataille du Rosenthaler Tor, ce dimanche-là, valait bien le jeu du chat et de la souris auquel les « jeunes » en question s'adonnaient passionnément aux heures de loisir, sous l'œil appréciateur du public plus âgé installé dans les bistrotts ou aux balcons, d'où il participait éventuellement en leur lançant des projectiles. Ainsi la « politique de rue

22. *Ibid.*

de la base » comportait un paradoxe que l'on retrouve dans les trois domaines ici exposés : pour revendiquer le statut de citoyen respectable, jouissant à part égale des bienfaits de l'ordre public moderne, on avait recours à des modes de comportement manifestement « non bourgeois » et non conformes à l'ordre. Dans les années 1905-1907, qui coïncident d'ailleurs avec un mouvement de grèves jusque-là inégalé dans l'Empire allemand<sup>23</sup>, ce répertoire traditionnel de l'agitation populaire fut également exploité par les ouvriers et les ouvrières lors des conflits avec la police – qui pouvaient aussi bien être occasionnés par des grèves que par d'autres incidents. Potentiellement, il restait toujours à l'ordre du jour de « venger Biewald ».

## Les manifestations de rue de 1908

Dans le programme initial du Comité exécutif du parti, la campagne en faveur du suffrage égalitaire, lancée le « dimanche rouge » de 1906, devait au terme d'un certain nombre d'actions d'essai conduire à la grève générale de masse – projet qui échoua en raison de l'opposition massive des syndicats sociaux-démocrates, qui refusaient de mettre en péril l'existence de leurs organisations<sup>24</sup>. Deux ans plus tard, alors que la Chambre prussienne des députés, autorité compétente en matière de système électoral, débattait d'un projet libéral de réforme électorale en Prusse, la sociale-démocratie lança la lutte pour le « droit à la rue », le droit de manifestation. L'entrée en vigueur, dans un avenir immédiat, d'un nouveau droit de réunion et d'association promettait d'obtenir par le recours au tribunal administratif une légalisation effective des manifestations de rue ; en même temps l'exercice de ce droit, n'étant pas encore entériné par voie bureaucratique, constituait naturellement un défi ouvert à l'autorité publique.

Au regard des formes officielles d'expression et de représentation des intérêts politiques dans l'État autoritaire wilhelminien, les manifestations de rue étaient des *actions directes de représentation politique* : elles faisaient à dessein éclater le cadre de la réunion politique traditionnelle où, suivant les règles parlementaires, seuls les individus avaient la parole ; en même temps elles permettaient aux manifestants de dénoncer l'insuffisance de leur représentation au sein des parlements existants, dont ils revendiquaient la suppression au profit d'une plus large, d'une « véritable » représentation populaire. Le caractère « direct »

23. Voir Gerd Hohorst, Jürgen Kocka, Gerhard A. Ritter, *Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch*, t. II : *Materialien zur Statistik des Kaiserreichs 1870-1914*, Munich, Beck, 1978, p. 132.

24. Voir Dirk H. Müller, *Gewerkschaftliche Versammlungsdemokratie und Arbeiterdelegierte vor 1918. Ein Beitrag zur Geschichte des Lokalismus, des Syndikalismus und der entstehenden Rätebewegung*, de Berlin, Gruyter, 1985, p. 183-185 ; Dieter Groh, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des Ersten Weltkriegs*, Francfort s/Main, Berlin, Vienne, Ullstein, 1973, *passim*.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

de ces actions ne consistait donc pas dans la défense immédiate d'intérêts concrets, mais dans le fait qu'elles opposaient au système existant de la représentation indirecte, ressentie comme très insuffisante, un *symbole* de la solution alternative, c'est-à-dire l'égalité politique. Elles avaient en outre une dimension culturelle : elles perpétuaient l'antagonisme traditionnel entre l'argumentation verbale de la politique des élites et l'argumentation physique et symbolique de la politique populaire, antagonisme qui en Allemagne avait atteint son premier paroxysme pendant la révolution de 1848<sup>25</sup>.

Au *symbolisme explicite* des manifestations de rue se rattache un autre élément qui les différencie fondamentalement des autres domaines de la « politique de rue » : c'est qu'elles suscitent des explications et des interprétations tout aussi explicites dans les médias, les réunions partisans et les administrations. Les actions « apolitiques » liées soit à la guérilla quotidienne, soit aux luttes ouvrières, étaient presque exclusivement traitées et comprises en termes juridiques. En revanche, une manifestation de rue s'accompagnait systématiquement d'une « manifestation de papier »<sup>26</sup> : elle ne visait pas seulement à laisser une impression matérielle aux participants et aux spectateurs, mais bien aussi à se redoubler discursivement dans les commentaires de la presse adverse et alliée. Le succès d'une manifestation se mesurait dans les interprétations concurrentes qu'en donnait la sphère politique, indépendamment du succès à plus ou moins long terme, voire de l'échec, des revendications exprimées.

Si les manifestations avaient donc cette double réalité, « dans la rue » et « sur le papier », c'est qu'elles se rattachaient directement aux stratégies et aux ambitions politiques de leurs instigateurs et, d'autre part, à celles des autorités. Du côté des manifestants il s'agit d'ailleurs de nuancer : les buts poursuivis par la base du parti social-démocrate et par sa direction n'étaient pas forcément les mêmes. Dans l'autre camp, la nouvelle loi sur les associations<sup>27</sup> embarrassait fort la préfecture de Police de Berlin : il s'agissait de plier à la nouvelle législation les règles traditionnelles de la sécurité publique qui condamnaient tout rassemblement non autorisé, sans pour autant permettre à ces émanations de la légalité démocratique d'entraver le maintien effectif de l'ordre. Cela revenait à distinguer clairement la manifestation « régulière », c'est-à-dire légale et moderne, du tumulte potentiellement séditionnaire :

25. Voir Manfred Gailus, *Straße und Brot, 1847-1849*, Göttingen, 1990, p. 37 sq. et passim ; Wolfgang Kaschuba, « Von der « Rotte » zum « Block ». Zur kulturellen Ikonographie der Demonstration im 19. Jahrhundert », in : Bernd Jürgen Warneken (éd.), *Massenmedium Straße. Zur Kulturgeschichte der Demonstration*, Francfort s/Main, New York, Paris, Campus, 1991, p. 68-96.

26. Voir Patrick Champagne, « La manifestation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, juin 1984, n° 52-53 et Michel Offerlé, « Descendre dans la rue : de la « journée » à la « manif », Pierre Favre (éd.), *La manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1990, p. 90-122, ici p. 117-121.

27. Voir Gerd Fesser, « Die Wahlrechtskämpfe der Berliner Arbeiterklasse 1910 und das preußische Oberverwaltungsgericht », *Jahrbuch für Geschichte* 35 (1987), p. 297-312.

leçon difficile pour l'autorité prussienne, d'autant que le programme de revendication des manifestants, dans ses conséquences politiques et sociales, était *effectivement* révolutionnaire – en fin de compte il s'agissait bel et bien de faire triompher la démocratie parlementaire. Craignant un péril révolutionnaire, se sentant menacées dans leur existence sociale et dans leur souveraineté, les couches dirigeantes de l'État prussien confondaient les manifestations, pourtant pacifiques et d'un effet purement symbolique, avec la représentation du tumulte populaire, qui jusque-là avait traditionnellement accompagné toute révolution ; et cela contre la volonté déclarée des manifestants, « dans leur dos et sur leur dos ! » en quelque sorte.

De fait, dans la phase initiale de la lutte pour la réforme électorale, les permanents des organisations ouvrières se voyaient régulièrement confrontés à la persistance de comportements assez peu « réguliers » chez leurs adhérents au cours des manifestations. Certes la base sociale-démocrate, elle aussi, considérait que le modèle d'utilisation politique de la rue consistait à être capable de défiler pacifiquement, en habits du dimanche, par rangs compacts et disciplinés, pour symboliser la respectabilité de la masse<sup>28</sup>. Cependant la réalité s'écartait souvent de cette norme : même affiliées à la sociale-démocratie, les masses ouvrières savaient au besoin tirer parti des « règles de la foule ».

Les manifestations de rue avaient pour origine des meetings en salle. L'action pouvait se transférer dans la rue de deux manières possibles : soit avant le meeting, lorsque les organisations de base s'y rendaient en marche rangée, partant chacune de leur petit local de quartier ; soit après le meeting, lorsque le surremplissage, généralement calculé, de la salle, obligeait le public à stationner dans la rue. Dans le premier cas, ces cortèges compacts, bien que nombreux, se limitaient chacun à un effectif de 1 000 personnes au maximum ; en revanche, une manifestation qui se formait à la sortie de la salle de réunion permettait de rassembler tous les participants du meeting, ou de plusieurs meetings simultanés, et d'essayer de défiler en direction de la cité. En règle générale, le but à atteindre était le cœur de la ville, situé sur une île de la Spree, ainsi que le Château impérial qui en faisait aussi le centre symbolique et représentatif de l'Empire, et les lieux de culte nationaux qui l'entouraient. La police s'efforçait (presque toujours avec succès) d'empêcher à tout prix les masses de parvenir jusque-là.

28. Je me rallie ici aux conclusions déterminantes de l'ouvrage édité par le Ludwig-Uhland-Institut, *Als die Deutschen demonstrieren lernten*, et de l'article de Bernd Jürgen Warneken, « Die friedliche Gewalt des Volkswillens ». Muster und Deutungsmuster von Demonstrationen im deutschen Kaiserreich », Warneken (éd.), *Massenmedium Straße*, op. cit., p. 97-119.



## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

Ce schéma gouverna également la première grande manifestation du mouvement pour la réforme électorale à Berlin, le dimanche 12 janvier 1908. Vers 12 heures, à l'issue des meetings en salle qui avaient été organisés dans toute la ville, les quelque 30 000 participants formèrent 10 cortèges qui, souvent sous la direction d'un permanent du parti, marchèrent en direction du Château. Dans le *Vorwärts* ces cortèges de manifestants furent présentés comme des actions plus ou moins spontanées :

« De nouvelles masses ne cessaient d'affluer dans les rues proches du local de réunion de Berlin-Nord. Leurs paisibles allées et venues se sont transformées vers 12 heures en un cortège informel, réunissant d'innombrables participants, qui après avoir pris l'Elsasser Straße s'est dirigé vers la Friedrichstraße. A une allure tranquille, poussant de temps à autre un vivat en l'honneur du suffrage universel, et entonnant çà et là des chants ouvriers, le cortège est parvenu jusqu'au pont de Weidendamm »,

qui menait à l'île du Château ; aussi y fut-il arrêté par une quarantaine d'agents de police, et détourné dans une rue qui longeait la rive<sup>29</sup>. Certains manifestants tenaient de petits panneaux portant des slogans politiques, entonnaient des chants contestataires, poussaient des vivats en l'honneur de la sociale-démocratie et du suffrage égalitaire – actes qui, dans l'État policier prussien, pouvaient à eux seuls entraîner une poursuite pénale. Plus les cortèges approchaient de l'île, plus la police mettait d'énergie à essayer de les disperser, ce qu'elle parvint à faire dans huit cas sans avoir recours à la force. Mais à l'un des ponts qui donnaient accès à l'île, 600 manifestants, cernés, essayèrent alors une brutale charge au sabre qui fit de nombreux blessés. Jusqu'en fin d'après-midi des groupes de moindre importance continuèrent de parcourir le centre de la ville, certains se réunirent discrètement dans les musées ou flânèrent sur le boulevard chic de Berlin, Unter den Linden, pour lancer à partir de là d'autres petites actions. Il y eut une trentaine de blessés et 106 arrestations<sup>30</sup>.

Malgré les nombreux petits manquements à l'ordre qui avaient accompagné cette vaste opération d'occupation politique de la rue, le *Vorwärts* célébra cette journée du 12 janvier par des manchettes telles que : « Le prolétariat a conquis la rue ». Dans sa « manifestation de papier », il opposa la nervosité hystérique et la brutalité immotivée de la police à la pondération dont avaient fait preuve les manifestants : « Au moment où les sabres volaient hors des fourreaux, nous avons vu pâlir plus

29. *Vorwärts* du 13/01/1908, n° spécial.

30. Voir *Vossische Zeitung* du 13/01/1908, n° 20.

d'un agent. La situation semblait grave, mais *les masses ouvrières, elles, devenaient maîtresses d'elles-mêmes !* Personne n'a cédé à la provocation [...] »<sup>31</sup>.

Ce dimanche-là, la direction sociale-démocrate avait bien escompté que ses adhérents enfreindraient la règle, pour discréditer l'intervention policière et donc ses adversaires politiques – tactique classique de l'occupation oppositionnelle de la rue. Quelques semaines plus tard, en revanche, c'est de leur propre chef que quelques milliers d'adhérents mirent en pratique cette même méthode. Pendant cet hiver 1907-1908 sévissait en effet un chômage important, et le nombre de sans-logis allait croissant. Le 13 janvier et les jours suivants, il s'était déjà produit, devant l'asile de nuit municipal, des échauffourées et de petites manifestations qui ne purent être dispersées que par la force<sup>32</sup>. Le 21 janvier, les syndicats sociaux-démocrates organisèrent cinq meetings pour les chômeurs. En raison des événements qui avaient eu lieu dix jours auparavant, la police avait encore renforcé son occupation préventive du centre-ville ; la cité semblait être en état de siège. En conséquence les organisateurs appelèrent les quelque 12 000 participants à *ne pas manifester* à l'issue des meetings. Pourtant, de la même manière que deux semaines auparavant, se formèrent à nouveau quelques cortèges qui se dirigèrent vers l'île du Château et, là, tombèrent sur des barrages de police. Dans une rue qui longeait la rive en face de l'île, 2 000 manifestants environ se laissèrent à nouveau cerner par la police et, après avoir lancé sur les policiers des pierres provenant d'un chantier, firent l'objet d'une charge armée. Ensuite la police, qui poursuivait des manifestants en fuite, alla encore perquisitionner le siège tout proche de la Fédération des ouvriers métallurgistes et malmena au passage un secrétaire fédéral, ce qui aux yeux du *Vorwärts* était le comble du scandale. Non sans fustiger, le lendemain, la brutalité de cette intervention policière, le journal déclinait cependant toute responsabilité dans les actions de rue de ces chômeurs : selon lui, les accrochages qui avaient eu lieu en dépit – ou peut-être à cause ? – des avertissements des organisateurs, « n'[avaient] *pas le moindre rapport avec le parti social-démocrate, ni avec le mouvement pour la réforme électorale* »<sup>33</sup>.

De telles manœuvres de diversion suscitèrent bien, à l'occasion, des exclamations comme : « C'est de la lâcheté ! »<sup>34</sup> ; mais dans l'immédiat elles permirent de désamorcer les velléités manifestantes de la base du parti.

31. *Vorwärts* du 13/01/1908, n° spécial.

32. Voir *Vossische Zeitung* du 14/01/1908, n° 21, suppl. 1, 14/01/1908, n° 21 et 22.

33. *Vorwärts* du 22/01/1908, n° 18.

34. Rapport d'indicateur du 13/02/1908, *BLHA*, n° 13218, feuillets 19-20.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

Dès les semaines suivantes, consacrées aux préparatifs du 18 mars, des mises en garde furent prononcées dans toutes les réunions contre les manifestations de rue qui pourraient se former à l'issue des meetings, et l'on combattit les propositions qui allaient dans ce sens<sup>35</sup>. Et pourtant, les cortèges « spontanés » comme ceux du 12 janvier devinrent au cours de l'année 1908 un élément plus ou moins permanent des meetings sociaux-démocrates, sans même que les membres du parti y soient chaque fois nécessairement préparés par des instructions et des mesures d'organisation. S'il n'y eut plus de conflits violents avec la police, cela tenait sans doute à l'apprentissage qui se faisait dans les deux camps : d'une part, les manifestants renonçaient à atteindre le quartier du Château dès qu'ils rencontraient un barrage de police, et passaient leur chemin ; d'autre part, les forces de police commençaient à traiter ces manifestations improvisées comme une affaire de routine.

Les manifestations de rue, dans leur phase initiale, oscillaient donc entre deux extrêmes, reproduisant ainsi le paradoxe de la « politique de rue par en bas », que nous avons déjà rencontré à propos de la discrimination policière : d'une part elles étaient conçues comme l'application, sous la conduite du parti, d'une nouvelle forme d'auto-affirmation, concrète et symbolique mais disciplinée, l'auto-affirmation d'une classe qui revendiquait l'égalité de droits ; d'autre part, elles continuaient de s'inscrire dans la tradition du conflit entre peuple de la rue, enclin à l'agitation, et autorité publique, maintenant l'ordre. D'ailleurs les autorités, de leur côté, se refusaient par tous les moyens à envisager l'entérinement de cette nouvelle utilisation de la rue, qui s'établissait désormais comme un droit coutumier : que l'on rassemble dans la rue de telles masses d'individus en ne les faisant pourtant agir que symboliquement, voilà qui contredisait toutes leurs expériences antérieures. Quand ils exprimaient un conflit social, les rassemblements publics dans la rue étaient en effet depuis toujours synonymes d'une menace directe pour l'ordre public, puisqu'ils pouvaient chaque fois conduire à des actes de violence contre des objets ou des personnes. « Tandis que l'agitation populaire traditionnelle menaçait par son désordre l'ordre imposé par les autorités, les manifestations de masses du mouvement ouvrier menacent l'ordre ancien en donnant l'image d'un ordre nouveau »<sup>36</sup>, écrit l'ethnologue Bernd J. Warneken,

35. Voir les rapports d'indicateurs du 12/03/1908, *BLHA*, tit. 94, n° 14142, feuillets 39-41v, *BLHA*, tit. 94, n° 14147, feuillets 173-177v, *BLHA*, tit. 94, n° 14152, feuillets 53-56v.

36. Warneken, « Die friedliche Gewalt des Volkswillens », *op. cit.*, p. 104.

qui a le grand mérite d'avoir le premier décrit systématiquement le modèle culturel que constitue la manifestation pacifique de rue. Quant à l'image évoquée, il faut ajouter que les stratèges sociaux-démocrates consacraient leurs efforts à la rendre décisive et convaincante. Néanmoins la sociale-démocratie, s'étant hiérarchisée intérieurement en se transformant en parti de masse, occupait de ce fait une place tout à fait contradictoire entre base et sommet : d'une part sa direction s'opposait à l'État comme porteuse d'un ordre alternatif, ce qui correspondait d'ailleurs parfaitement aux attentes de la population qu'elle représentait, car la substitution d'un nouvel *ordre* à l'ordre ancien était l'un des buts unanimement approuvés par les sociaux-démocrates. Mais d'autre part la direction du parti, en se réclamant d'un ordre, entraînait elle-même en conflit avec la base sociale dont la mobilisation politique constituait pourtant sa tâche la plus essentielle. « Nous n'avons pas besoin d'une police. Nous sommes à nous-mêmes notre propre police » – cette formule, par laquelle le *Vorwärts*<sup>37</sup> réprouvait le déploiement policier, excessif à ses yeux, qui avait entouré au printemps 1911 un cortège funèbre social-démocrate, illustre bien de quelle manière il envisageait de résoudre ce dilemme.

Vu cette position contradictoire de la sociale-démocratie dans l'arène politique de la rue, comment les hommes et les femmes des couches populaires pouvaient-ils y agir en tant que « classe » ? Dans quelle mesure les manifestations de rue étaient-elles des « actions de classe » ?

Déjà dans la tradition du 1<sup>er</sup> mai, depuis 1890, s'était établi et ritualisé le lien entre la « grève » comme forme d'action de classe spécifique, et la « manifestation de rue » – même s'il restait exceptionnel, le 1<sup>er</sup> mai, qu'on parvienne effectivement à doubler la réunion en salle d'une descente dans la rue. Pendant la préparation de la campagne pour la réforme électorale, à l'intérieur du parti, l'option « grève » s'amplifia, touchant tous les sociaux-démocrates, en idée de « la grève de masse », qui devait finalement amener le bouleversement social prévu de longue date. Tant que restèrent d'actualité l'exemple stimulant des grèves de masse dans d'autres pays européens, et le lien certes vague, mais sans cesse formulé à l'intérieur du parti, entre manifestations de rue et rupture imminente de l'ordre politique, les manifestations de rue comme celles des années 1908-1910 pouvaient être interprétées (par le parti autant que par les autorités) comme

37. *Vorwärts* du 25/04/1911, n° 96, suppl. 1.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

le prélude à des actions de classe de grande envergure. Le point culminant de cette évolution, qui en marque aussi le tournant, intervint en 1910 : au printemps de cette année, les sociaux-démocrates, en collaboration avec la gauche libérale bourgeoise, firent descendre des centaines de milliers de personnes dans les rues des principales villes de Prusse, envoyant ainsi littéralement promener les interdictions de manifester, émises en particulier par le préfet de Police de Berlin. Pour couronner le tout, trois actions en plein air se tinrent à la périphérie de la capitale avec l'assentiment de la police locale, ce qui discréditait la direction de la police berlinoise, hostile à cette légalisation des manifestations de rue fondée sur le nouveau droit de réunion.

Aussi faut-il voir comme un acte direct de représailles la répression qui frappa, dès l'automne de la même année, la plus importante et la plus spectaculaire émeute ouvrière qu'ait connu Berlin sous l'Empire. Dans le quartier de Moabit, que nous avons déjà décrit, une petite grève d'ouvriers du charbon, accompagnée d'« excès grévistes » caractéristiques, évolua en l'espace d'une semaine vers un soulèvement général de la population ouvrière locale contre la police. Du fait de la répression massive, qui n'épargna pas même un groupe de reporters anglo-saxons, ces « troubles de Moabit » ne furent pas seulement promus au rang de controverse nationale, mais bien à celui d'événement médiatique international. Leur narration circonstanciée dépasserait le cadre de cette étude ; nous nous contenterons d'évoquer brièvement le rôle central qu'ils eurent dans l'évolution de la « politique de rue » à Berlin : les dirigeants politiques prussiens et le préfet de Police de Berlin, Von Jagow, prirent prétexte de cet « excès gréviste » pour faire un exemple, pour frapper l'ensemble du mouvement social-démocrate par une démonstration de force. Il s'agissait pour eux de compenser la défaite subie au printemps sur le terrain de la « politique de rue » et de prouver leur capacité à combattre la sédition d'après les lois de la guerre civile<sup>38</sup>.

Certes le prestige public de la police s'en trouva une fois de plus terni, mais la tentative d'intimidation réussit : après les troubles de Moabit, la direction sociale-démocrate renonça à l'emploi offensif des manifestations de rue, et s'en tint strictement aux bornes de la légalité. En outre, elle évita désormais la thématique de la lutte finale, jusque-là présentée comme allant de soi à l'intérieur du

38. Pour plus de détails, voir Lindenberger, *Straßenpolitik*.

parti, selon laquelle les manifestations étaient l'étape préparatoire à la grève de masses révolutionnaire qui amènerait la rupture. La connexion sémantique entre manifestation de rue et grève de masses, qui avait été le fondement, le « manifeste » latent de la première phase « spontanéiste » des manifestations de rue, entre 1908 et 1910<sup>39</sup>, avait par son imprécision même ouvert des perspectives révolutionnaires à la praxis politique ; y succédait désormais un débat de plus en plus abstrait et purement théorique sur la grève de masse<sup>40</sup>. Dans la rue, l'adversaire politique reprit l'initiative, les manifestations de rue perdirent peu à peu leur initiale virtualité offensive d'actions de classe ; et c'est seulement avec les grèves de masse de la fin de la Première Guerre mondiale que surgit de la base une nouvelle dynamique, qui permettait aux actions de classe de se traduire directement par une occupation de la rue, d'abord simplement démonstrative, puis également militaire<sup>41</sup>.

Pourtant, nous n'avons ainsi défini le caractère de classe des manifestations de rue qu'en fonction de leur rapport direct aux luttes politiques pour le pouvoir. « Agir en tant que classe », c'était également avoir un mode d'interprétation et d'appropriation de la réalité sociale qui soit ancré dans le mode de vie et dans la culture d'un groupe précis de la population. L'importance des manifestations de rue doit donc aussi être mesurée sous cet aspect. De même que l'organisation se flattait de pouvoir faire régner l'ordre, de même les ouvriers dotés d'une conscience de classe revendiquaient leur respectabilité en en donnant des « manifestations visibles » au cours de ces journées politiques, ainsi qu'au quotidien. A plusieurs niveaux, ils étaient tenus d'adopter une présentation ostensiblement conforme à l'ordre, qui cependant ne cessait d'être mis en défi : d'une façon générale, dans les discriminations sociales et politiques qui frappaient quotidiennement les ouvriers à cause de leur mise modeste ; plus particulièrement, dans l'interdiction d'arborer des symboles politiques (cf. *supra*) ; et surtout dans les multiples conflits avec la police, qui confondait ouvriers et « populace » en une masse indifférenciée, perçue selon le motif de l'émeute populaire classique. S'étant élevés matériellement et moralement au-dessus de cette « populace », sans être pour autant reconnus par l'État comme des citoyens à part entière, cette expérience les amenait à observer un « quant-à-soi » de classe, consistant en une attitude régulière, mesurée et

39. De même qu'Offerlé dans « Descendre dans la rue », *art. cit.*, p. 112-116, j'admets comme hypothèse que chaque *manifestation* suppose un *manifeste* programmatique et social au nom duquel se réunissent les manifestants. Je le qualifie ici de « latent », car dans la propagande officielle, imprimée, de la sociale-démocratie il n'était pas question de grève de masses *dans ce contexte*, même si le thème était en revanche bien présent dans les délibérations internes au parti et dans les directives données aux simples membres, comme on peut le constater en lisant les nombreux rapports d'indicateurs de la police berlinoise.

40. Groh, *Negative Integration*, *op. cit.*, ch. 5.

41. Sur le thème général de la « révolution de 1918-1919 » considérée également comme mouvement social de masse, voir Reinhart Rürup, « Demokratische Revolution und « dritter Weg ». Die deutsche Revolution von 1918-19 in der neueren wissenschaftlichen Diskussion », in : *Geschichte und Gesellschaft* 9 (1983), pp. 278-301, ici p. 288 sq ; sur Berlin en particulier, voir : Neue Gesellschaft für Bildende Kunst, Berlin (Ouest), (éd.) : Catalogue de l'exposition « Révolution et photographie. Berlin en 1918-19 », en collaboration avec le Centre d'expositions artistiques de RDA, Berlin, Nishen, 1990.

## DOSSIER

*Maintenir l'ordre*

Thomas Lindenberger  
*Politique de rue et action de classe  
à Berlin avant la Première  
Guerre mondiale*

raisonnable dans les actions de rues d'inspiration sociale-démocrate à l'époque impériale – même si celles-ci, surtout dans leur phase initiale « spontanéiste », que nous avons étudiée, s'accompagnaient très bien de dés-ordre public. Or, par une ironie amère, cette assimilation entre « citoyen » et « ouvrier » avait pour effet à long terme de désamorcer la protestation de rue : à mesure que les sociaux-démocrates devenaient « à eux-mêmes leur propre police », c'est-à-dire arrivaient à tenir en bride leurs éléments turbulents, ils impressionnaient d'autant moins les policiers qu'ils avaient en face d'eux. L'appropriation et la conquête de comportements publics conventionnels et de symboles individuels de statut social – costume du dimanche, chapeau et cravate du bourgeois – ne changeaient rien à leur statut de parias. Ce n'est que sous la République de Weimar, sur une base constitutionnelle radicalement changée, qu'apparut dans la culture manifestante un répertoire explicite de gestes et de symboles de classe qui, par quelques créations significatives, pouvait, devait même dépasser la simple appropriation d'un répertoire bourgeois préexistant – évolution que parachevèrent, chacune à leur manière, les deux tendances, communiste et sociale-démocrate, du mouvement ouvrier<sup>42</sup>.

Dans la période d'avant-guerre, la rue se transforma donc dans les grandes villes en un *mass-média* où se déclaraient et s'exprimaient les fronts de combat socio-politiques de la fin de l'Empire. Le « quant-à-soi » du public prolétarien de la rue, remettant sans cesse à leur place les autorités, ainsi que les dirigeants ouvriers, qui tentaient de lui inculquer un comportement régulier, était précisément ce qui rendait possible une « politique de rue par en bas », dans laquelle s'opposaient non seulement citoyens et État policier, mais aussi classe ouvrière et État patronal.

La rue, en tant que média quotidien de rapports sociaux, était le lieu où étaient produits pouvoir et « quant-à-soi », elle était donc à la fois le théâtre, le moyen et l'enjeu de l'activité de classes.

42. Voir Gottfried Korff, « Rote Fahnen und geballte Faust. Zur Symbolik der Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik », in : Peter Assion (éd.), *Transformationen der Arbeiterkultur*, Actes de la 3<sup>e</sup> séance de la commission « Culture ouvrière » de la Deutsche Gesellschaft für Volkskunde à Marburg du 3 au 6 juin 1985, Marburg, Association, 1986, pp. 64-79.

*Traduit de l'allemand par Diane Meur*